

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 39.792/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Justice, le 24 janvier 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours prorogé d'un mois ^(*), sur un avant-projet de loi "portant création d'un Casier judiciaire central des personnes morales et modifiant certaines dispositions du Code d'instruction criminelle et certaines dispositions relatives à la Banque-Carrefour des Entreprises", a donné le 22 mars 2006 l'avis suivant :

(*) Par une lettre de la Vice-Première Ministre du 1^{er} février 2006.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

Dispositif

Article 2

(article 589, en projet, du Code d'instruction criminelle)

1. Dans la phrase liminaire, il est suffisant d'écrire :

"À l'article 589 du Code d'instruction criminelle, rétabli par la loi du 8 août 1997..."

La même observation vaut pour les articles 3 à 9.

2. L'alinéa 4, deuxième phrase, en projet, dispose que

"L'article 8, § 1^{er}, de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel est d'application pour le traitement des données relatives à des personnes physiques".

Cette précision trouvera mieux sa place dans l'exposé des motifs plutôt que dans le texte même du Code d'instruction criminelle.

Par ailleurs, si l'article 8 de la loi du 8 décembre 1992, précitée, concerne spécifiquement les données relatives à des litiges soumis aux cours et tribunaux ainsi qu'aux juridictions administratives, à des suspicions, des poursuites ou des condamnations ayant trait à des infractions, ou à des sanctions administratives ou des mesures de sûreté, d'autres dispositions de la même loi, qui ont une portée générale, sont également applicables. Le fait de viser uniquement l'article 8 pourrait faire naître un doute sur l'application de ces autres dispositions.

.../...

Article 3

(article 590, en projet, du Code d'instruction criminelle)

Dans la phrase liminaire, il y a lieu de mentionner également la modification de l'article 590 du Code d'instruction criminelle par la loi du 7 février 2003 portant diverses dispositions en matière de sécurité routière.

Article 4

(article 591, en projet, du Code d'instruction criminelle)

1. Les informations auxquelles les personnes visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, en projet, ont accès sont celles visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1° à 8° et alinéa 2, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques. Les informations auxquelles les personnes visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, en projet, ont accès sont celles visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1° à 9° et alinéa 2, de la loi du 8 août 1983, précitée.

Ce faisant, l'avant-projet reproduit les dispositions actuelles. Cependant, depuis la rédaction de ces dispositions actuelles, la liste des informations figurant au Registre national des personnes physiques a été complétée. Il y a donc lieu de vérifier s'il ne convient pas d'adapter en conséquence l'avant-projet.

Ainsi, par exemple, les personnes visées à l'article 593 ont accès à l'état civil et à la composition du ménage (article 3, alinéa 1^{er}, 8° et 9°, de la loi du 8 août 1983, précitée). Il serait logique qu'elles aient également accès aux informations relatives à la cohabitation légale (article 3, alinéa 1^{er}, 13° de la loi du 8 août 1983, précitée).

2. Les alinéas 1^{er} et 2, de l'article 591, § 1^{er}, en projet, du Code d'instruction criminelle visent l'"accès aux informations visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1° à 8° [ou 9°], et alinéa 2, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques".

.../...

Il y a lieu de mentionner également les informations visées à l'article 6 (numéros à préciser) de la loi du 16 janvier 2003 portant création d'une Banque-Carrefour des Entreprises, modernisation du registre du commerce, création de guichets-entreprise agréés et portant diverses dispositions.

3. Au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, il y a lieu de viser, outre les agents de niveau A du Service du Casier judiciaire du SFP Justice et les diverses catégories de greffiers, les secrétaires des commissions de libération conditionnelle.

4. Au paragraphe 3, il y a lieu de remplacer le mot "Elles" par les mots : "Les personnes visées au paragraphe premier...".

Article 5

(article 592, en projet, du Code d'instruction criminelle)

1. Il convient de vérifier si toutes les personnes qui doivent transmettre les décisions visées à l'article 590, en projet, sont bien visées à l'article 592, en projet. Ainsi, par exemple, qu'en est-il des secrétaires des commissions de défense sociale pour la libération à l'essai ou définitive ?

La question se pose également de savoir en ce qui concerne les arrêtés de grâce et de leur transmission.

2. La seconde phrase de l'alinéa 1^{er}, en projet, implique que seules les personnes morales de droit privé devraient déposer leur statuts au greffe du tribunal, ce qui est inexact.

En effet, les articles 67 et 68 du Code des sociétés, qui font obligation aux sociétés régies par le Code des sociétés de déposer au greffe du tribunal de commerce dans le ressort territorial duquel la société a son siège social un extrait de l'acte constitutif, sont applicables aux sociétés anonymes de droit public, conformément à l'article 37 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.

Les mots "de droit privé" doivent, dès lors, être omis.

Article 6

(article 593, en projet, du Code d'instruction criminelle)

Dans la phrase liminaire, il y a lieu de mentionner également la modification subie par cet article par la loi du 21 juin 2004 transposant la décision du Conseil de l'Union européenne du 28 février 2002 instituant Eurojust afin de renforcer la lutte contre les formes graves de criminalité.

Articles 7 et 8

(articles 595 et 596, en projet, du Code d'instruction criminelle)

En violation de l'article 108 de la Constitution qui dispose, notamment, que le Roi ne peut ni suspendre les lois ni dispenser de leur exécution, les articles 595 et 596 du Code d'instruction criminelle, rétablis par les articles 9 et 10 de la loi du 8 août 1997 relative au Casier judiciaire central, n'ont jamais été mis en vigueur ¹.

Les articles 7 et 8 de l'avant-projet demeureront donc également sans effet, tant que les articles 595 et 596 du Code d'instruction criminelle n'auront pas été mis en vigueur.

Il y a donc lieu de faire entrer en vigueur au plus vite les articles 9 et 10 de la loi du 8 août 1997, précitée.

⁽¹⁾ L'article 29 de la loi dispose que "Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur des articles 5, 9 et 10 de la présente loi". Si l'article 12 de l'arrêté royal du 19 juillet 2001 portant exécution de la loi du 8 août 1997 relative au Casier judiciaire central a bien prévu l'entrée en vigueur de l'article 5, rien n'a été prévu pour les articles 9 et 10.

Article 7

(article 595, en projet, du Code d'instruction criminelle)

1. La dernière phrase de l'alinéa 3, en projet, semble considérer qu'une personne morale de droit public ne doit jamais déposer ses statuts au greffe de la juridiction, ce qui est inexact.

En effet, les articles 67 et 68 du Code des sociétés, qui font obligation aux sociétés régies par le Code des sociétés de déposer au greffe du tribunal de commerce dans le ressort territorial duquel la société a son siège social un extrait de l'acte constitutif, sont applicables aux sociétés anonymes de droit public, conformément à l'article 37 de la loi du 21 mars 1991, précitée.

Il y a lieu, dès lors, de supprimer les mots "ou s'il s'agit d'une personne morale de droit public".

La même observation vaut pour l'article 8, 1^o, de l'avant-projet (article 596, alinéa 3, en projet).

2. C'est à la loi de déterminer qui délivre les extraits du casier judiciaire. Les modalités de délivrance peuvent être fixées par le Roi.

L'alinéa 4, en projet, qui dispose que "d'autres modes de délivrance de ces extraits peuvent être fixés par le Roi" contient une habilitation excessive, dès lors qu'il permettrait au Roi de déterminer que d'autres services que ceux mentionnés à l'alinéa 3 peuvent délivrer des extraits du casier judiciaire.

Il est donc suggéré d'écrire : "Le Roi fixe les modalités de délivrance de ces extraits" et de supprimer, à l'alinéa 3, les mots "selon les modalités fixées par le Roi".

Une telle manière de procéder a en outre l'avantage de permettre au Roi de fixer les modalités de délivrance des extraits par le Service du Casier judiciaire et par le greffe de la juridiction où les statuts d'une personne morale ont été déposés, alors qu'actuellement l'habilitation ne concerne que les administrations communales.

.../...

La même observation vaut pour l'article 8, 2°, de l'avant-projet (article 596, alinéa 4, en projet, du Code d'instruction criminelle).

3. L'alinéa 4 (qui deviendra l'alinéa 5), en projet, vise les données qui concernent "directement" une personne physique et les données qui concernent une personne morale. Le Conseil d'État n'aperçoit pas la raison d'être de cette différence qui ne résulte pas du texte de l'article 10 de la loi du 8 décembre 1992, précitée.

Article 9

(article 598, en projet, du Code d'instruction criminelle)

Cet article mentionne "la clôture de la liquidation, [la] dissolution judiciaire ou [la] dissolution sans liquidation".

L'article 183, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du Code des sociétés dispose que "les sociétés sont, après leur dissolution, réputées exister pour leur liquidation" et l'article 182, § 3, du même code prévoit qu'en cas de dissolution judiciaire, le tribunal prononce la clôture, qui peut être immédiate, de la liquidation. De même, l'article 35, alinéa 2, du Code pénal dispose que lorsqu'il décide la dissolution, le juge renvoie la cause devant la juridiction compétente pour connaître de la liquidation de la personne morale.

Dans certains cas, il peut cependant y avoir dissolution sans liquidation, en cas de fusion par absorption, par exemple.

Il ne serait pas inutile que l'exposé des motifs explique cette notion de "dissolution sans liquidation".

Article 10

(article 624, en projet, du Code d'instruction criminelle)

Dans la phrase liminaire, il n'y a pas lieu de mentionner la modification du 9 janvier 1991 qui n'est plus en vigueur.

.../...

Article 11

(article 628, en projet, du Code d'instruction criminelle)

Le requérant ne doit plus mentionner, le cas échéant, les condamnations visées à l'article 627, comme le prévoit l'article 628, actuel, du Code d'instruction criminelle.

Il y a lieu de préciser les raisons de cette modification dans l'exposé des motifs.

Article 12

(article 629, en projet, du Code d'instruction criminelle)

Le Conseil d'État se demande pour quelle raison les attestations des bourgmestres "faisant connaître l'époque et la durée de [son établissement] dans chaque commune, son activité professionnelle, ses moyens de subsistance et sa conduite", ne sont pas requises pour les personnes morales, dès lors que, selon l'article 624, alinéa 1^{er}, en projet, du Code d'instruction criminelle les personnes morales doivent également avoir fait preuve d'amendement et avoir été de bonne conduite pendant le délai d'épreuve.

D'ailleurs, l'avant-projet modifie, pour tenir compte des personnes morales, l'alinéa 2 de l'article 629, du Code d'instruction criminelle qui concerne les mêmes attestations lorsque le requérant réside ou a résidé à l'étranger.

Article 13

(article 630, en projet, du Code d'instruction criminelle)

Cet article prévoit la comparution personnelle obligatoire.

Comme mentionné dans l'observation formulée sous l'article 489 dans l'avis 36.741/2, donné le 28 juin 2004, sur une proposition de loi "concernant le Code de procédure pénale", une telle obligation est contraire à la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (arrêt Van Gyseghem du 21 janvier 1999).

.../...

Article 14

(article 632, en projet, du Code d'instruction criminelle)

La seconde phrase de l'article 632, en projet, dispose que lorsque le réhabilité est une personne morale de droit privé qui a déposé ses statuts en Belgique, un extrait de l'arrêt est adressé au greffe de la juridiction où les statuts de celle-ci ont été déposés.

Cette disposition est liée à l'obligation faite aux sociétés régies par le Code des sociétés de déposer au greffe du tribunal de commerce dans le ressort territorial duquel la société a son siège social un extrait de l'acte constitutif (articles 67 et 68 du Code des sociétés).

Les articles 67 et 68 du Code des sociétés sont applicables aux sociétés anonymes de droit public, conformément à l'article 37 de la loi du 21 mars 1991, précitée. Il y a donc lieu de viser "une personne morale qui a déposé ses statuts" et non "une personne morale de droit privé qui a déposé ses statuts".

Article 15

(article 23, § 1^{er}, 20°, en projet, de la loi du 16 janvier 2003)

En vertu de cette disposition, les jugements ou arrêts "prononçant la fermeture temporaire ou définitive d'un ou plusieurs établissements, ou d'une branche d'activité de la personne morale" doivent être communiqués à la Banque-Carrefour des Entreprises.

En vertu de l'article 37 du Code pénal, la fermeture temporaire ou définitive ne concerne que "un ou plusieurs établissements de la personne morale" et non "une branche d'activité". Il y a lieu, dès lors, d'omettre ces derniers mots.

Article 16

(article 2, en projet, de l'arrêté royal du 15 juin 2003)

Mieux vaudrait modifier l'arrêté royal du 15 juin 2003 portant exécution de l'article 23 de la loi du 16 janvier 2003 portant création d'une Banque-Carrefour des Entreprises, modernisation du registre de commerce et création des guichets d'entreprises agréés par un arrêté royal et non par la loi.

En effet, comme l'a rappelé, à propos de la modification d'un arrêté du Gouvernement par un décret, l'avis 37.894/3, donné le 14 décembre 2004, sur un avant-projet devenu le décret du 22 avril 2005 houdende diverse bepalingen inzake leefmilieu en landbouw :

"Voorzover niet wordt geraakt aan voorbehouden bevoegdheden van de uitvoerende macht en voor zover de decreetgever zich hiermee geen uitvoeringsbevoegdheid toe-eigent, is het wijzigen van reglementaire normen bij decreet principieel mogelijk. Zulk procédé is echter niet aan te raden. Het impliceert immers dat de gewijzigde reglementaire bepalingen later niet meer door de uitvoerende macht kunnen worden gewijzigd, maar dat dienaangaande een optreden van de decreetgever is vereist. Dit is vooral ongelukkig wanneer, zoals in artikel 22 van het ontwerp, een artikel van een besluit slechts in een aantal onderdelen wordt gewijzigd.

Het verdient daarom aanbeveling artikel 22 uit het ontwerp te lichten, en bij besluit van de Vlaamse regering de daarin bedoelde wijzigingen aan te brengen in het voornoemde besluit van de Vlaamse regering van 5 december 2003."

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Messieurs	H. BOSLY,	assesseurs de la section de législation,
	G. KEUTGEN,	
Madame	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

AW

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 39.792/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 24 januari 2006 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen verlengd met een maand ^(*), van advies te dienen over een voorontwerp van wet "houdende oprichting van een centraal strafregister van rechtspersonen alsook tot wijziging van sommige bepalingen van het Wetboek van Strafvordering en van sommige bepalingen met betrekking tot de Kruispuntbank van Ondernemingen", heeft op 22 maart 2006 het volgende advies gegeven :

(*) Bij brief van de Vice-Eerste Minister van 1 februari 2006.

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten, haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Dispositief

Artikel 2

(ontworpen artikel 589 van het Wetboek van Strafvordering)

1. In de inleidende zin volstaat het te schrijven :

"In artikel 589 van het Wetboek van Strafvordering, hersteld bij de wet van 8 augustus 1997..."

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 3 tot 9.

2. Het ontworpen vierde lid, tweede zin, bepaalt :

"Voor de verwerking van de gegevens van natuurlijke personen geldt artikel 8, § 1, van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens".

Deze precisering hoort veeleer thuis in de memorie van toelichting, in plaats van in de tekst zelf van het Wetboek van Strafvordering.

Bovendien heeft artikel 8 van de voormelde wet van 8 december 1992 weliswaar specifiek betrekking op gegevens inzake geschillen voorgelegd aan hoven en rechtbanken alsook aan administratieve gerechten, inzake verdenkingen, vervolgingen of

.../...

veroordelingen met betrekking tot misdrijven, of inzake administratieve sancties of veiligheidsmaatregelen, doch andere bepalingen van dezelfde wet, met een algemene strekking, zijn eveneens van toepassing. Het feit dat alleen wordt verwezen naar artikel 8 zou twijfel kunnen doen rijzen omtrent de toepassing van die andere bepalingen.

Artikel 3

(ontworpen artikel 590 van het Wetboek van Strafvordering)

In de inleidende de zin dient eveneens de wijziging te worden vermeld van artikel 590 van het Wetboek van Strafvordering bij de wet van 7 februari 2003 houdende verschillende bepalingen inzake verkeersveiligheid.

Artikel 4

(ontworpen artikel 591 van het Wetboek van Strafvordering)

1. De gegevens waartoe de in de ontworpen paragraaf 1, eerste lid, bedoelde personen toegang hebben, zijn die welke worden vermeld in artikel 3, eerste lid, 1° tot 8°, en tweede lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen. De gegevens waartoe de personen bedoeld in de ontworpen paragraaf 1, tweede lid, toegang hebben, zijn die welke worden vermeld in a artikel 3, eerste lid, 1° tot 9°, en tweede lid, van de voormelde wet van 8 augustus 1983.

Hiermede neemt het voorontwerp de huidige bepalingen over. Sedert de redactie van die bestaande bepalingen is de lijst van informatie die in het Rijksregister van de natuurlijke personen is opgenomen evenwel aangevuld. Er dient dus te worden nagegaan of het voorontwerp niet dienovereenkomstig behoort te worden aangepast.

Zo bijvoorbeeld hebben de personen bedoeld in artikel 593 toegang tot de "burgerlijke staat" en de "samenstelling van het gezin" (artikel 3, eerste lid, 8° en 9°, van de voormelde wet van 8 augustus 1983). Het zou logisch zijn dat zij eveneens toegang krijgen tot de gegevens met betrekking tot "de wettelijke samenwoning" (artikel 3, eerste lid, 13°, van de voormelde wet van 8 augustus 1983).

2. Het eerste en het tweede lid van het ontworpen artikel 591, § 1, van het Wetboek van Strafvordering verwijzen naar de "toegang tot de gegevens bedoeld in artikel 3, eerste lid, 1° tot 8° [of 9°], en tweede lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van natuurlijke personen".

De gegevens vermeld in artikel 6 (de nummers moeten worden gepreciseerd) van de wet van 16 januari 2003 tot oprichting van een Kruispuntbank van Ondernemingen, tot modernisering van het handelsregister, tot oprichting van erkende ondernemingsloketten en houdende diverse bepalingen dienen eveneens te worden vermeld.

3. In paragraaf 1, eerste lid, dient niet alleen te worden verwezen naar de ambtenaren van niveau A van de dienst van het Strafrecht van de Federale Overheidsdienst Justitie en naar de verschillende categorieën van griffiers, maar ook naar de secretarissen van de commissies voor voorwaardelijke invrijheidstelling .

4. In paragraaf 3 dient het woord "Zij" vervangen te worden door de woorden "De in paragraaf 1 beoogde personen...".

Artikel 5

(ontworpen artikel 592 van het Wetboek van Strafvordering)

1. Er behoort te worden nagegaan of alle personen die de in het ontworpen artikel 590 bedoelde beslissingen moeten verzenden, wel worden vermeld in het ontworpen artikel 592. Hoe bijvoorbeeld staat het met de secretarissen van de commissies tot bescherming van de maatschappij, wat invrijheidstelling op proef of definitieve invrijheidstelling aangaat ?

De vraag rijst eveneens in verband met de "genadebesluiten" en het verzenden ervan.

2. De tweede zin van het ontworpen eerste lid, impliceert dat alleen privaatrechtelijke rechtspersonen hun statuten zouden hoeven neerleggen op de griffie van de rechtbank, wat onjuist is.

Immers, de artikelen 67 en 68 van het Wetboek van Vennootschappen, die de vennootschappen waarop het Wetboek van Vennootschappen van toepassing is, verplichten op de griffie van de rechtbank van koophandel in het rechtsgebied waarvan de vennootschap haar hoofdkantoor heeft, een uittreksel van de akte van oprichting neer te leggen, zijn van toepassing op naamloze vennootschappen van publiek recht, overeenkomstig artikel 37 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven.

Het woord "privaatrechtelijke" moet bijgevolg vervallen.

Artikel 6

(ontworpen artikel 593 van het Wetboek van Strafvordering)

In de inleidende zin dient eveneens melding te worden gemaakt van de wijziging die dat artikel heeft ondergaan bij de wet van 21 juni 2004 tot omzetting van het besluit van de raad (van de Europese Unie) van 28 februari 2002 betreffende de oprichting van Eurojust teneinde de strijd tegen ernstige vormen van criminaliteit te versterken.

Artikelen 7 en 8

(ontworpen artikelen 595 en 596 van het Wetboek van Strafvordering)

In strijd met artikel 108 van de Grondwet, dat onder meer bepaalt dat de Koning de wetten niet mag schorsen, noch vrijstelling van hun uitvoering mag verlenen, zijn de artikelen 595 en 596 van het Wetboek van Strafvordering, hersteld bij de artikelen 9 en 10 van de wet van 8 augustus 1997 betreffende het Centraal Strafreger, nooit in werking gesteld ¹.

⁽¹⁾ Artikel 29 van de wet bepaalt : "De Koning bepaalt de datum waarop de artikelen 5, 9 en 10 van deze wet in werking treden". Artikel 12 van het koninklijk besluit van 19 juli 2001 tot uitvoering van de wet van 8 augustus 1997 betreffende het Centraal Strafreger heeft wel voorzien in de inwerkingtreding van artikel 5, doch omtrent de artikelen 9 en 10 is niets voorgeschreven.

De artikelen 7 en 8 van het voorontwerp zullen dus evenmin uitwerking hebben, zolang de artikelen 595 en 596 van het Wetboek van Strafvordering niet in werking zijn gesteld.

De artikelen 9 en 10 van de voormelde wet van 8 augustus 1997 dienen dus zo snel mogelijk in werking te worden gesteld.

Artikel 7

(ontworpen artikel 595 van het Wetboek van Strafvordering)

1. In de laatste zin van het ontworpen derde lid lijkt men ervan uit te gaan dat een publiekrechtelijke rechtspersoon nooit zijn statuten behoeft neer te leggen op de griffie van de rechtbank, wat onjuist is.

Immers de artikelen 67 en 68 van het Wetboek van Vennootschappen, die de vennootschappen waarop het Wetboek van Vennootschappen van toepassing is, verplichten op de griffie van de rechtbank van koophandel, in het rechtsgebied waarvan de vennootschap haar hoofdkantoor heeft, een uittreksel van de akte van oprichting neer te leggen, zijn overeenkomstig artikel 37 van de voormelde wet van 21 maart 1991 van toepassing op naamloze vennootschappen van publiek recht.

De woorden "of gaat het om een publiekrechtelijke rechtspersoon" dienen bijgevolg te vervallen.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 8, 1°, van het voorontwerp (ontworpen artikel 596, derde lid).

2. De wet moet bepalen wie de uittreksels uit het strafregister uitreikt. De wijze van uitreiking kan worden bepaald door de Koning.

Het ontworpen vierde lid, waarin wordt bepaald dat "de Koning (...) andere wijzen (kan) bepalen om deze uittreksels uit te reiken", bevat een te verregaande machtiging, aangezien het de Koning in staat zou stellen te bepalen dat andere diensten dan de in het derde lid vermelde, uittreksels uit het strafregister mogen afgeven.

Er wordt dus voorgesteld te schrijven : "De Koning bepaalt de wijze waarop die uittreksels worden afgegeven" en in het derde lid de woorden "onder de voorwaarden vastgesteld door de Koning" te schrappen.

Een zodanige werkwijze biedt bovendien het voordeel dat de Koning de wijze kan bepalen waarop de uittreksels worden uitgereikt door de dienst van het Strafrechtregister en door de griffie van de rechtbank waar de statuten van een rechtspersoon zijn neergelegd, terwijl de machtiging thans alleen betrekking heeft op de gemeentebesturen.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 8, 2°, van het voorontwerp (ontworpen artikel 596, vierde lid, van het Wetboek van Strafvordering).

3. In het ontworpen vierde lid (dat het vijfde lid wordt), is sprake van gegevens die "rechtstreeks" betrekking hebben op een natuurlijke persoon en gegevens die betrekking hebben op een rechtspersoon. Het is de Raad van State niet duidelijk waarom dit onderscheid wordt gemaakt, dat niet blijkt uit de tekst van artikel 10 van de voormelde wet van 8 december 1992.

Artikel 9

(ontworpen artikel 598 van het Wetboek van Strafvordering)

Dit artikel maakt melding van "afsluiting van vereffening, gerechtelijke ontbinding of ontbinding zonder vereffening".

Artikel 183, § 1, eerste lid, van het Wetboek van Vennootschappen bepaalt : "Een vennootschap wordt na ontbinding geacht voort te bestaan voor haar vereffening" en artikel 182, § 3, van hetzelfde Wetboek bepaalt dat in geval van gerechtelijke ontbinding, de rechtbank de mogelijk onmiddellijke afsluiting van de vereffening uitspreekt. Evenzo bepaalt artikel 35, tweede lid, van het Strafwetboek dat wanneer de rechter ontbinding uitspreekt, hij de zaak verwijst naar het gerecht dat bevoegd is om kennis te nemen van de vereffening van de rechtspersoon.

In bepaalde gevallen kan ontbinding nochtans plaatsvinden zonder vereffening, bij voorbeeld bij fusie door overneming.

Het zou niet overbodig zijn in de memorie van toelichting het begrip "ontbinding zonder vereffening" uit te leggen.

Artikel 10

(ontworpen artikel 624 van het Wetboek van Strafvordering)

In de inleidende zin is er geen reden om melding te maken van de wijziging van 9 januari 1991, die geen gelding meer heeft.

Artikel 11

(ontworpen artikel 628 van het Wetboek van Strafvordering)

De verzoeker hoeft in voorkomend geval geen melding meer te maken van de in artikel 627 genoemde veroordelingen, zoals bepaald wordt in het huidige artikel 628 van het Wetboek van Strafvordering.

In de memorie van toelichting dienen de redenen voor die wijziging te worden opgegeven.

Artikel 12

(ontworpen artikel 629 van het Wetboek van Strafvordering)

De Raad van State vraagt zich af waarom de verklaringen van de burgemeesters "betreffende het tijdstip en de duur van zijn verblijf in elke gemeente, zijn beroepsarbeid, zijn middelen van bestaan en zijn gedrag gedurende die tijd", niet vereist worden voor rechtspersonen, aangezien volgens het ontworpen artikel 624, eerste lid, van het Wetboek van Strafvordering, rechtspersonen eveneens "blijk moet(en) hebben gegeven van verbetering en van goed gedrag moet(en) zijn geweest" gedurende de proeftijd.

.../...

Om rekening te houden met rechtspersonen wijzigt het voorontwerp trouwens het tweede lid van artikel 629 van het Wetboek van Strafvordering, dat betrekking heeft op dezelfde verklaringen wanneer verzoeker in het buitenland verblijft of heeft verbleven.

Artikel 13

(ontworpen artikel 630 van het Wetboek van Strafvordering)

Dit artikel voorziet in de verplichting om persoonlijk te verschijnen.

Zoals vermeld in de opmerking die wordt geformuleerd onder artikel 489 in advies 36.741/2, gegeven op 28 juni 2004, over een voorstel van wet "houdende het Wetboek van strafprocesrecht", is een zodanige verplichting in strijd met de rechtspraak van het Europees Hof van de rechten van de mens (arrest-Van Gyseghem van 21 januari 1999).

Artikel 14

(ontworpen artikel 632 van het Wetboek van Strafvordering)

De tweede zin van het ontworpen artikel 632 bepaalt : "Indien de in eer en recht herstelde een privaatrechtelijke rechtspersoon is die zijn statuten in België heeft neergelegd, dan wordt een uittreksel van het arrest toegezonden aan de griffie van de rechtbank waar de statuten van deze zijn neergelegd".

Deze bepaling hangt samen met de verplichting van vennootschappen, waarop het Wetboek van Vennootschappen van toepassing is, om ter griffie van de rechtbank van koophandel van het rechtsgebied waarbinnen de vennootschap haar zetel heeft een uittreksel uit de akte van oprichting neer te leggen (artikelen 67 en 68 van het Wetboek van Vennootschappen).

De artikelen 67 en 68 van het Wetboek van Vennootschappen zijn, overeenkomstig artikel 37 van de voormelde wet van 21 maart 1991, van toepassing op naamloze vennootschappen van publiek recht. Er dient dus te worden verwezen naar "een rechtspersoon die zijn statuten heeft neergelegd" en niet "een privaatrechtelijke rechtspersoon die zijn statuten heeft neergelegd".

Artikel 15

(ontworpen artikel 23, § 1, 20°, van de wet van 16 januari 2003)

Krachtens deze bepaling moeten vonnissen of arresten "waarbij de tijdelijke of definitieve sluiting van een of meer vestigingen of van een bedrijfstak van de rechtspersoon wordt uitgesproken", toegezonden worden aan de Kruispuntbank van Ondernemingen.

Krachtens artikel 37 van het Strafwetboek heeft de tijdelijke of definitieve sluiting alleen betrekking op "een of meer inrichtingen van de rechtspersoon" en niet "een bedrijfstak". Die laatste woorden dienen bijgevolg te vervallen.

Artikel 16

(ontworpen artikel 2 van het koninklijk besluit van 15 juni 2003)

Het zou beter zijn het koninklijk besluit van 15 juni 2003 tot uitvoering van artikel 23 van de wet van 16 januari 2003 tot oprichting van een Kruispuntbank van Ondernemingen, tot modernisering van het handelsregister en tot oprichting van erkende ondernemingsloketten, te wijzigen bij koninklijk besluit en niet bij wet.

In advies 37.894/3, gegeven op 14 december 2004, over een voorontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het decreet van 22 april 2005 houdende diverse bepalingen inzake leefmilieu en landbouw wordt in verband met de wijziging van een besluit van de Regering bij een decreet, immers herinnerd aan het volgende :

"Voorzover niet wordt geraakt aan voorbehouden bevoegdheden van de uitvoerende macht en voorzover de decreetgever zich hiermee geen uitvoeringsbevoegdheid toe-eigent, is het wijzigen van reglementaire normen bij decreet principieel mogelijk. Zulk procédé is echter niet aan te raden. Het impliceert immers dat de gewijzigde reglementaire bepalingen later niet meer door de uitvoerende macht kunnen worden gewijzigd, maar dat dienaangaande een optreden van de decreetgever is vereist. Dit is vooral ongelukkig wanneer, zoals in artikel 22 van het ontwerp, een artikel van een besluit slechts in een aantal onderdelen wordt gewijzigd.

Het verdient daarom aanbeveling artikel 22 uit het ontwerp te lichten, en bij besluit van de Vlaamse regering de daarin bedoelde wijzigingen aan te brengen in het voornoemde besluit van de Vlaamse regering van 5 december 2003."

.....

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
Mevrouw	J. JAUMOTTE, M. BAGUET,	staatsraden,
de Heren	H. BOSLY, G. KEUTGEN,	assessoren van de afdeling wetgeving,
Mevrouw	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS